



**Le 12 septembre, exigeons  
le RETRAIT de la Loi Travail XXL !  
Manifestation à Paris  
14h Bastille - Place d'Italie**

En Essonne, comme dans bon nombre de départements en France, le front intersyndical contre les lois REBSAMEN, MACRON et EL KOHMRI ne désarme pas, face au projet de loi travail du gouvernement qui n'en est que la continuité.

Le texte gouvernemental est en réalité un document idéologique libéral. Ces orientations vont toujours dans le même sens : plus de précarité et de flexibilité pour les salariés, plus de « souplesse » pour les entreprises. Elles aggravent la loi travail El Khomri qui fait primer les accords d'entreprises au détriment des garanties collectives et du code du travail, pour laquelle nous demandons toujours l'abrogation.

Le MEDEF s'en est d'ailleurs immédiatement félicité. Et pour cause !

- L'inversion de la hiérarchie des normes introduite par la loi El Khomri est étendue. L'accord de branche pourrait déroger à la loi concernant entre autre les CDD, l'intérim ou les contrats de chantier : un encouragement pour précariser et flexibiliser tous azimuts. Entreprise par entreprise, des accords moins favorables que la loi ou l'accord de branche seraient possibles sur les primes, sur les congés...

- Les CHS CT et toutes les instances représentatives du personnel sont supprimés et fusionnés pour affaiblir les organisations syndicales, remettre en cause leur liberté de négocier et de revendiquer dans l'objectif de les transformer en « associés » des décisions des employeurs.

- La possibilité de négocier des accords dans les entreprises de moins de 50 salariés avec des élus non-syndiqués est une attaque directe contre les confédérations syndicales...

Non content de déposséder les salarié-e-s de tous leurs droits dans les entreprises, en Essonne comme ailleurs, c'est aussi la remise en cause des moyens des syndicats (bourse du travail, subventions...) pour former, suivre, accompagner les élus et mandatés d'entreprises.

Le gouvernement n'est pas non plus en reste sur les attaques contre le service public.

En confirmant le gel de la valeur du point d'indice pour 2018, la réduction du budget de l'action sociale, la réinstauration du jour de carence et la suppression de 120.000 postes, il poursuit la dégradation des conditions de vie et de travail des fonctionnaires et agents publics et détériore ainsi la qualité du service public rendu à l'utilisateur. Le licenciement de centaines de milliers de contrats aidés est également inadmissible. Ces emplois s'avèrent indispensables. Les missions exercées par ces personnels doivent être reconnues et évoluer vers de véritables métiers de la Fonction Publique, stables, pérennes, correctement rémunérés.

Les chômeurs, dont le gouvernement d'Emmanuel Macron souhaite abaisser les droits, les retraités, dont les pensions vont subir une augmentation de la CSG, les jeunes, qui voient leurs droits attaqués (APL...), la suppression de cotisations sociales sont aussi dans la ligne de mire d'un pouvoir qui ambitionne de se servir sur nos droits collectifs et notre pouvoir d'achat pour servir les profits et les dividendes ! Les entreprises du CAC 40 qui ont versé 35Mds € à leurs actionnaires au 1<sup>er</sup> semestre 2017 peuvent dormir sur leurs deux oreilles !

Et pourtant comme le démontrent l'OCDE, l'OIT, la Banque mondiale et la note de l'INSEE de juin 2017, il n'y a aucun effet direct entre ces choix politiques et l'amélioration de la vie des salariés.

Malgré les milliards consentis aux entreprises (CICE, CIR, exonération de cotisations ou fiscale) grâce à nos impôts, le chômage ne baisse pas, la précarité en entreprise et la pauvreté augmentent...

Il est plus que jamais nécessaire de construire la riposte à la hauteur de ces attaques jamais égalées !

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF.... de l'Essonne appellent les salarié-e-s, les jeunes, les retraité-e-s, les privé-e-s d'emploi à se mobiliser le 12 septembre, dans l'action et la grève, pour contrer cette Loi Travail XXL.